Initiatives parlementaires

positions sur la liste de priorité, conformément à l'alinéa 94(2)a) du Règlement.

Par conséquent, je demande aux greffiers au Bureau de placer cette motion au bas de la liste de priorité. Conformément à l'alinéa 94(2)b) du Règlement, l'heure consacrée à l'étude des initiatives parlementaires sera alors suspendue, et la Chambre poursuivra l'examen des affaires dont elle était saisie avant cette heure.

Comme il est 17 heures, la Chambre passe maintenant à l'étude des initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Traduction]

LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA

MESURE MODIFICATIVE

M. Rod Murphy (Churchill) propose: Que le projet de loi C-283, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (dépenses d'élection), soit lu pour la deuxième fois et renvoyé au Comité législatif H.

— Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de présenter ce projet de loi à la Chambre des communes. C'est la première fois que je présente cette mesure législative, bien que je me sois occupé de projets de loi semblables dans le passé.

Ce projet de loi vise à clarifier la définition de l'expression «dépenses d'élection» en ce qui a trait aux frais engagés par les candidats individuels et les partis politiques durant une élection.

Les députés qui étaient ici avant les élections de 1988 se souviendront qu'un comité de la Chambre des communes avait examiné les dépenses d'élection du ministre Marcel Masse lors de la campagne électorale de 1984. Nous avons tous été consternés d'apprendre que Élections Canada avait jugé qu'une grande partie des frais engagés lors de cette campagne ne devaient pas être inclus dans les dépenses d'élection. En vertu d'une nouvelle définition, ces frais étaient des dépenses de campagne et n'étaient pas visés par les restrictions renfermées dans les dispositions législatives adoptées au début des années 1970. En d'autres mots, le fait de dépenser de l'argent dans certains secteurs a permis à ce candidat de

dépenser beaucoup d'argent durant sa campagne sans vraiment avoir à tenir compte des limites prévues dans la loi.

En raison de cette échappatoire, un certain nombre de candidats ont fait des dépenses dans ces secteurs en 1988. Selon nous, cette situation n'est pas juste.

Les mesures législatives adoptées par la Chambre des communes il y a près de 20 ans ont constitué la loi du pays au cours de cette période. Ces mesures prévoient expressément une limite quant au montant d'argent qui peut être dépensé par un candidat dans sa circonscription, et à l'échelle fédérale, dans le cadre d'une campagne électorale.

Je sais qu'une commission royale a été créée et chargée d'examiner cette question. Je suis toutefois préoccupé, étant donné que cette commission royale, comme les commissions royales ont eu tendance à le faire dans le passé, n'a pas présenté son rapport à la date prévue. Il ne semble pas que la commission déposera son rapport avant le mois de janvier.

Même en faisant preuve de la meilleure volonté possible à la Chambre, et en dépit de l'approche tout à fait neutre de la commission royale, rien ne garantit qu'une ébauche de projet de loi ou une mesure législative faisant suite aux recommandations de la commission royale sera prête à temps pour les prochaines élections fédérales.

Traditionnellement, il s'écoule une année après l'adoption d'une loi électorale par la Chambre avant que nous n'appliquions celle-ci. En 1974, des élections ont été tenues en vertu de l'ancienne loi, même si la Chambre des communes et le Sénat avaient adopté de nouvelles dispositions législatives.

Il en a été ainsi parce que les dispositions législatives antérieures à la campagne de 1974 n'ont pas été adoptées assez rapidement pour permettre la mise en place des mécanismes pertinents. Ce que je crains, c'est que, même si, malgré toutes les autres choses qu'elle a à faire, la commission royale parvient à définir clairement les dépenses d'élection, la Chambre des communes ne puisse pas adopter la nouvelle loi à temps pour les prochaines élections fédérales.

J'essaie d'envisager ce projet de loi sans esprit de parti. Il s'inspire de la loi ontarienne qui, ayant été adoptée avant l'élection de Bob Rae, n'est évidemment pas l'oeuvre du Nouveau Parti démocratique.